

Ecrit par le 18 mai 2026

## Région Sud : des maires aidés, mais méprisés



**La Conférence des maires, organisée par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a débuté sur une annonce de Renaud Muselier, saluée par les 400 maires réunis au Palais du Pharo à Marseille : le doublement des aides aux communes de la région. Cette belle hirondelle attendra le lointain printemps du réveil de l'Etat sur une situation alarmante...**

« Ces cinq dernières années, nous leur avons consacré 800M€ ; les six prochaines années, nous prévoyons 1,5 milliards de budget. On passe de 30% à 50% de taux de participation aux projets, premier point. Et à 70% pour les communes de moins de 1500 habitants avec un plafond revu à la hausse, de 12 500 à 15 000€. Ce que nous voulons, c'est toujours la même chose. Pas de bricolage individuel, mais une vision, une ambition, une autorité à respecter sans distinction d'étiquette, d'obédience ou d'allégeance. Je souhaite que ce mandat soit un tournant ».

Comme pour mieux les convaincre, Renaud Muselier avait invité le président du Sénat. « Avec Gérard Larcher, nous sommes des décentralisateurs dans l'âme, et nous demandons souvent à l'Etat de nous

Ecrit par le 18 mai 2026

confier des missions et des moyens pour les accomplir ». C'est là que le bât blesse.

### « Tous pris pour des cons, des incapables ou des escrocs »

Une confusion permanente entre l'égalité et l'équité, comme si Aristote n'avait jamais existé. Un système sans discernement, comme abruti : la règle est toujours supérieure au bien commun dont elle n'est pourtant que l'instrument. Voilà ce qui résume la frustration des élus. Myopie, uniformité et impotence, tel serait le triptyque républicain de l'agonie des villages et des petites villes face à des métropoles que, partout en Europe, on veut voir briller en 'smart cities'. Ça ne marche pas : 44 des 59 maires du Grand Lyon ne veulent plus en faire partie, dixit Gérard Larcher.

La 'pacoule' n'est pas en reste. Mais elle, est bien corsetée : plan climat, eau et assainissement, urbanisme, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi), schéma de cohérence territoriale (Scot).

« Depuis 20 ans, on a tout fait disparaître, sauf le maire. Mais on décide plus de rien. Cette conférence des maires de la région est une occasion de renverser la table ». Et Jean-François Lovisolo, élu de la Tour d'Aigues, coprésident de l'Association des maires de Vaucluse (AMV 84) - avec Pierre Gonzalvez - ne s'en prive pas. « On est tous pris pour des cons, des incapables, ou des escrocs. Ça suffit ». Applaudissements nourris.

Le malheur est que les maires ont beau vitupérer, ils sont aux yeux du pouvoir et de l'administration aussi peu dangereux que le chat auquel les souris auraient passé la sonnette. Comment en est-on arrivé à cette situation ?

Tout change, tout le temps. Avoir un véritable interlocuteur dans des services préfectoraux dont les effectifs ont fondu, est mission impossible. Les maires tournent en rond. Ils sont bloqués, aux prises avec des procédures de plus en plus lourdes et complexes. L'efficacité de l'action publique est telle qu'il faut parfois « plus d'un mandat pour sortir un Plan local d'urbanisme, 10 ans pour un HLM, 15 ans pour une déchetterie », ou même « vingt ans pour que le maire de Monteux permette l'émergence et la réussite de Beaulieu avec 600 emplois » (source : rapport moral AMV 84, 2019).

### Les institutions ne fonctionnent plus

« L'impuissance des maires est devenue égale à celle des citoyens », constate Olivier Mazerolle, venu en commentateur des débats. « Comment ces maires peuvent-ils expliquer l'inexplicable, justifier la quantité de chose non décidée et, par dessus le marché, en supporter les conséquences dans les urnes ? ». La loi 'Notre' a compliqué les choses et « personne n'a rectifié le tir. Un peu plus d'opacité à chaque fois, c'est tout bon ! Il faudrait changer beaucoup de choses, sans doute. Mais que font donc les députés ? Premièrement, ils restent prisonniers des directives de parti. Et puis, ceux qui viennent d'être élus, l'ont été sur un nom - celui d'Emmanuel Macron - et non pas sur un projet politique. Ils restent fidèles à celui qui les font élire, tout comme l'armée de 'Playmobil' hors sol que la presse décrit parfois. Au lieu de parler des avantages respectifs des tickets de métro en papier ou dématérialisés, se pose la question fondamentale qui intéresse tout le monde, à savoir ce qu'on fait de notre pays ! Eh oui, il y en a un seul

Écrit par le 18 mai 2026

qui la pose, c'est Eric Zemmour », s'indigne le chroniqueur de LCI, né dans la bonne ville de Marseille. Le désintérêt des parlementaires face aux suppliques des maires, Jean-François Lovisollo en sait quelque chose. « Ça m'obsède. Voilà 15 ans que je cherche à faire modifier la loi sur la délivrance de permis de construire en zone agricole, permettant - tout le monde le sait - à de faux éleveurs de s'installer en zone agricole. Ce qui provoque un mitage insupportable des territoires. Seuls trois députés ont répondu à mes courriers depuis lors. Mais rien ne change parce que notre Parlement ne fonctionne pas. En revanche, c'est bien lui qui donne le pouvoir aux fonctionnaires à qui nous avons affaire », tacle l'élu.

### Flagrants délires

Renaud Muselier conclut le chapitre : « même si l'intention paraissait louable, on a fait une énorme connerie en supprimant les doubles mandats qui permettaient d'avoir des députés connaissant parfaitement les enjeux municipaux. Le deuxième problème, c'est que l'Etat s'occupe de tout, mais pas de façon transversale. On a donc des silos et des gens qui ne se parlent jamais. »

Il y a aussi le problème de l'argent. « Tenir des projets est très difficile. Les changements de fiscalité et de dotations posent un problème de financement sur la durée », souligne Olivier Mazerolle.

Dans son allocation de clôture de la conférence, Gérard Larcher approuve. « On ne comprend plus rien au système de la dotation générale de fonctionnement. Ainsi, les maires attendent, comme l'oracle, le courrier de l'administration les informant de l'enveloppe financière dont ils pourront disposer, sans pouvoir en vérifier le calcul. En France, il n'y a pas plus de quatre personnes, hautement spécialisées sur le sujet, qui peuvent tenter de vous l'expliquer. Et parfois en vain. »

Inscrire dans la Constitution - cette vraie hotte du Père Noël - la clause de compétence générale pour les Communes et « une juste compensation des transferts de compétence ». Instaurer « un régime de confiance et de responsabilité ». Appliquer à la lettre un « principe de subsidiarité » - NDLR : laisser faire sur place ce qui peut l'être - organiser des compétences territoriales « à la carte », permettre de mutualiser les actions de proximité et, cerise sur le gâteau, « décomplexifier » : voilà ce que la loi sur la décentralisation, examinée au Sénat promet de clarifier, en bon français, s'il vous plaît.

### Malaise dans la civilisation

Tout cela reste des mots, comme on dirait du vent, aux yeux des maires qui, en attendant « plus de souplesse et moins de contraintes », ont envie d'initiatives et de se dépatouiller.

« Si je devais résumer notre projet, c'est créer de la richesse ici-même, sur notre territoire, et attirer de la richesse de l'extérieur (...) le Vaucluse est un département qui a pris du retard au sein d'une région, la région Sud, qui est l'une des plus attractives et les plus dynamiques de toute l'Europe », rappelait Dominique Santoni au moment de son investiture, en juillet dernier. La présidente du Conseil départemental de Vaucluse a donc entrepris de mettre à la disposition des territoires et des élus une agence de d'ingénierie de projet pour faciliter - on n'ose pas dire hâter - leur réalisation et aider les communes à investir. « Le secteur privé et public ne vivent pas dans le même espace-temps, ce qui complique beaucoup de choses. Nous avons quand même réussi à rendre de la confiance aux citoyens parce que nous avons réussi à faire marcher les politiques publiques, on l'a bien vu dans la crise. Nous sommes d'abord élus pour ça et pas pour faire respecter des lois ». Un « boulot gratis » explique Georges Cristiani, maire de Mimet, « payé par la reconnaissance des citoyens et le silence des hauts dirigeants ». Pierre Gonzalvez, maire de l'Isle-sur-la Sorgue, président de Vaucluse Provence attractivité, renchérit en prenant de la hauteur : « il faudrait que nous fassions une psychothérapie avant de nous engager pour

Ecrit par le 18 mai 2026

savoir ce qu'on cherche en nous embarquant dans des situations particulièrement difficiles comme celles que nous connaissons. Briller aux yeux des siens ? Nous aurions sans doute une approche bien plus conforme à l'intérêt général, une fois compris le pourquoi de notre engagement ». Sagesse, quand tu nous tiens. La motivation et sa nature font toujours le résultat.

### **Les dossiers prioritaires pour la Région**

« Ce que nous demandons à l'Etat pour la région, nous allons le faire, à la Région, pour nos communes : on va travailler ensemble, en confiance, sur des dossiers prioritaires ». Voici la liste de Renaud Muselier :

- L'accès aux soins,
- la sécurité,
- l'aide au pouvoir d'achat,
- la connexion au Très haut débit,
- la plantation de trois millions d'arbres,
- les ports propres,
- la mobilité et les transports,
- l'emploi,
- l'accès aux fonds européens : je ne peux pas accepter que des collectivités comme le département des Alpes-Maritimes déposent leurs dossiers trop tard et nous fassent perdre des millions d'euros de fonds transfrontaliers,
- le foncier économique.

---

## **La situation financière de la région confortée par la notation de Fitch ratings**

Ecrit par le 18 mai 2026



**L'agence de notation financière américaine [Fitch ratings](#) vient de confirmer la notation financière de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette dernière a attribué la note de 'AA-' avec une perspective 'stable'**

« Depuis maintenant 2 ans, le cabinet Fitch Ratings maintient la notation AA- attribuée à la Région Sud, se félicite Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette notation vient conforter la stratégie de gestion financière que nous appliquons depuis 2016 et récompense notre engagement à assainir les finances d'une collectivité qui était, à notre arrivée, l'une des plus endettées de France. »

« La région Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie de sources de recettes stables avec de solides perspectives de croissance à long terme, constate notamment Fitch Ratings. Les recettes de gestion sont principalement constituées de recettes fiscales prévisibles et dynamiques (80% de ses recettes de gestion en 2020) et de transferts de l'Etat (AA/Négative) avec un faible risque de contrepartie (18%). »

### **Contrôle strict des dépenses et relance du territoire**

« Cette bonne gestion nous permet d'engager toutes nos forces dans la relance de notre territoire, poursuit pour sa part Renaud Muselier. En investissant dans des projets d'avenir, en renforçant nos engagements en matière de transition énergétique, en accompagnant les acteurs économiques et les

Ecrit par le 18 mai 2026

secteurs qui créeront l'emploi de demain, cette solidité financière nous permet aujourd'hui, d'agir concrètement pour le bien-être des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur. »

« La région Provence-Alpes-Côte d'Azur exerce un contrôle strict sur ses dépenses, confirme l'agence de notation anglo-saxonne. Sur la période 2015-2020 les dépenses de gestion ont augmenté de 1,4% par an en moyenne malgré les effets de la pandémie en 2020, contre 1,7% pour les recettes de gestion. Les dépenses de la région sont principalement non-cycliques et peu susceptibles de croître en cas de ralentissement économique (investissements prévus de longue date, transports, lycées). En 2020, dans le contexte exceptionnel de la pandémie, la région a choisi d'accroître ses dépenses pour soutenir l'emploi local, le secteur privé et les opérateurs de transport. Cela a toutefois été partiellement compensé par la baisse d'autres dépenses. »

L.G.

## Un moteur de recherche pour découvrir la région Paca en courant

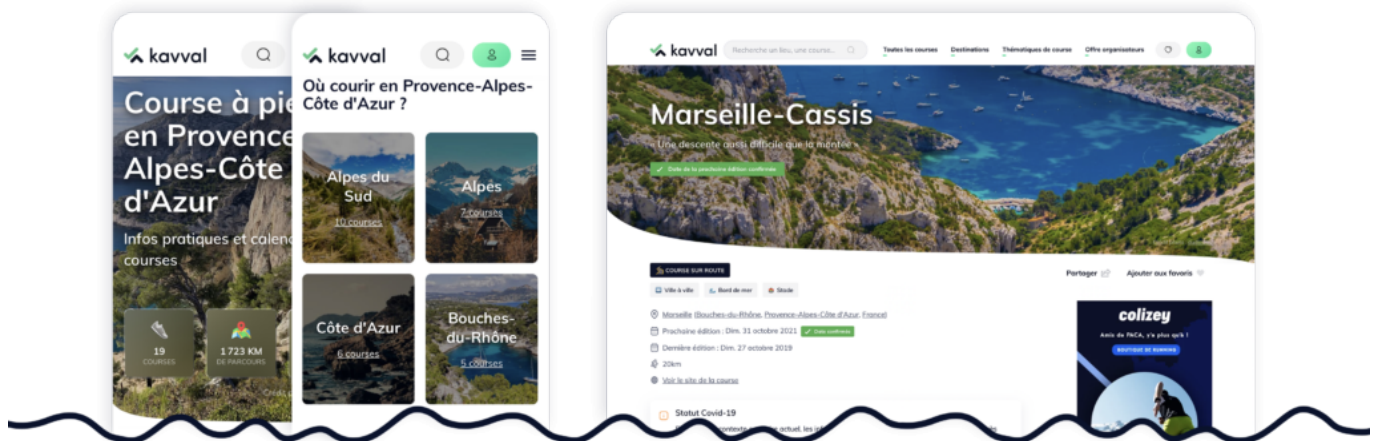


**Kavval est le premier moteur de recherche web dédié au running qui permet à tous les pratiquants, quel que soit leur niveau, de trouver des courses (courses sur route, trails ou marches) qui leur correspondent. La région Paca ne demande qu'à livrer ses secrets...**

Grâce à plus de 50 thématiques de recherche, les coureurs peuvent explorer un catalogue dense, qui va s'étoffer de mois en mois. Environnement (nature, ville, montagne...), points d'intérêt (châteaux,

Ecrit par le 18 mai 2026

monuments d'exception...), ou encore format de course (relais, en autonomie...), il y en a pour tous les goûts. Avec plus de 1 700 km de course référencés au sein des 6 départements de la région Paca, Kavval propose de découvrir (ou redécouvrir) le territoire et le patrimoine à travers la course à pied, en mettant en avant tout ce qu'il est possible de faire et de voir avant, pendant et après sa course : culture, gastronomie, paysages...



Que ce soit par des courses mythiques comme la Marseille-Cassis, la Prom'classic ou encore le Marathon des Alpes-Maritimes Nice-Cannes, ou bien par des événements plus intimistes comme les Dix Vins ou le Trail de Haute-Provence, Kavval propose de découvrir la région Provence-Alpes-Côte d'Azur d'une nouvelle manière par l'intermédiaire du sport.

Plus d'informations, [cliquez ici](#).

L.M.

## La Région va financer des appareils de

Écrit par le 18 mai 2026

## contrôle du Passe sanitaire



**Sous réserve d'une approbation du texte de loi par le Conseil constitutionnel, la présentation d'un passe sanitaire à jour est sur le point de devenir la norme pour pouvoir accéder à la vie en société qui nous a tant manqué depuis 18 mois.**

En conséquence, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca) va s'engager aux côtés de tous les professionnels des secteurs touchés par ces restrictions pour leur permettre de se préparer à ces bouleversements, à commencer par nos restaurants, cafés, lieux de culture, espaces de loisirs...

« Parmi les grands enjeux, la question de la vérification du passe sanitaire à l'entrée de ces espaces est extrêmement importante, explique la Région. Pour beaucoup, la mise à disposition de personnels spécifiquement dédiés à cette tâche est impossible, dans un contexte déjà très tendu en termes de main-d'œuvre. »

Pour palier cette difficulté et éviter les fermetures, la Région offrira dès la rentrée un cofinancement pour toute acquisition d'appareils de vérification du passe sanitaire à l'entrée des établissements.

« Il en va du maintien de notre vie sociale, complète Renaud Muselier, président de la Région et président délégué des régions de France. La quatrième vague est là, le passe sanitaire est là : soit on choisit de tout refermer et de renoncer à la vie, soit on s'adapte et on oublie le stop and go ! Après avoir longuement échangé avec les professionnels de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme, représentés par l'UMIH (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie), nous avons considéré que le

Ecrit par le 18 mai 2026

maintien de l'activité devait être la priorité. Ces appareils de vérification vont y contribuer, et les semaines à venir seront décisives. »

« Beaucoup de restaurateurs veulent déjà acquérir ces machines avant le 9 août, et l'aide de la Région est la bienvenue, se félicite pour sa part Bernard Marty, président de l'UMIH de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nous voulons avant tout pouvoir garder nos établissements ouverts, et toute initiative qui pourra nous y aider est bonne à prendre. Certains de ces appareils sont également capables d'organiser la désinfection des mains, des objets, et la purification de l'air - on va s'organiser et tout faire pour rester ouverts ! »

## 600 postes à pourvoir en Région Sud lors des 'Vendredis du BTP'



**Le 'Vendredi du BTP', vous connaissez ? La 10e édition dans la Région Sud se tiendra le 30**

Ecrit par le 18 mai 2026

## **juillet 2021. Manpower poursuit sa vaste campagne de recrutement dans 16 agences du Sud de la France, dont celle d'Avignon. 600 postes à pourvoir.**

Les équipes Manpower rencontreront des candidats afin de répondre aux enjeux des entreprises locales qui peinent à recruter dans le secteur du BTP (Bâtiment et travaux publics). Différents postes en CDI, CDI Intérimaire, CDD, Interim et alternance sont à pourvoir : maçons, finisseurs, coffreurs, couvreurs, charpentiers, électriciens, menuisiers, plaquistes, plombiers, conducteur d'engin et manœuvre.

Lors de cette journée, les candidats pourront échanger avec les 'Agents de talents' Manpower, découvrir les différentes opportunités d'emploi dans les métiers du BTP de leur région, et seront invités à faire du parrainage et de la cooptation. « Le secteur du BTP reprend des couleurs malgré la crise sanitaire. Les profils en Travaux publics sont légèrement moins recherchés, et un fléchissement est apparu à l'automne en raison de cette année atypique qui a empêché le déploiement d'appels d'offre. Mais la dynamique de reprise est bien là, de grands projets sont à venir, et le constat de pénurie de compétences dans le secteur de la construction reste très présent », indique [Nicolas Paillier](#), Directeur de la Région Sud de Manpower. Plus d'informations, [cliquez ici](#).

L.M.

---

## **La région, sans masque**

Ecrit par le 18 mai 2026



**Hier, le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a désigné son président. Sans surprise, c'est Renaud Muselier qui a été reconduit dans ses fonctions à la tête de la Région Sud.**

En dépit de l'heure encore matinale, les dames - élues ou fonctionnaires - à l'aise dans une vêtue soignée semblaient s'être préparées pour une agréable 'Garden party' estivale. La cérémonie d'investiture de Renaud Muselier s'avancait avec un beau brin d'élégance 'républicaine' et de nouveauté au moment de célébrer le verdict des urnes en assemblée plénière du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

**« 90% des 18-25 ans ne se sont pas allés voter »**

Car « la démocratie a parlé », comme le reconnaissait Thierry Mariani lors de son intervention face à la tribune. « Elle le fait désormais à voix basse et, cette fois-ci, elle a murmuré » a commenté le chef de file du Rassemblement national entouré de 38 élus. « C'est un record d'abstention pour des élections régionales » confirme Renaud Muselier, « 90% des 18-25 ans ne se sont pas allés voter ».

Les deux seuls groupes qui s'affronteront au cours de ce mandat de près de 7 ans sont d'accord : la toile de fond de l'action politique s'amorce maintenant sur le sujet de la considération et de l'intérêt des citoyens pour une institution qui a toujours autant de mal à faire partie du paysage, 40 ans après les premières lois de décentralisation. C'est un tournant.

Ecrit par le 18 mai 2026

## Refondation démocratique

Pas question pour autant de s'entendre. Une heure après avoir revêtu l'écharpe, son président a cependant vu les premiers parlementaires régionaux quitter l'hémicycle et lui tourner le dos.

Le feu aux poudres a été déclenché par les remerciements que Renaud Muselier adressés à Jean-Laurent Felizia (liste EELV, 17% des suffrages du premier tour) « pour son sens des responsabilités, sa confiance, en sacrifiant sa liste pour éviter le pire. »

En partant du constat de cette crise touchant à la fois la participation et la représentation, « nous allons retrouver le sens étymologique de la politique, ce qui concerne les citoyens, la vie de la cité », promet le nouveau président. En assurant « la voix des forces politiques qui se sont retirées de cette élection, en s'appuyant sur un comité représentatif et - ou bien - un organisme dédié ».

Pour cette refondation démocratique, Thierry Mariani plaide en revanche pour « plus de démocratie locale et directe avec l'organisation de référendums ». Il met en garde sur le péril institutionnel d'accorder à l'opposition élue « moins de droits et d'espace qu'à ceux qui ont choisi de priver leurs propres électeurs de représentation au sein de l'assemblée (...) et d'apporter des 'démonstrations de sectarisme' à l'égard du rassemblement national affichant une opposition constructive.

## Augmentation du budget de la culture de 10%

Avec un peu plus d'élus (84 contre 81), une majorité un peu élargie (10 étiquettes politiques contre 8) et 60% de « nouveaux », le président du Conseil régional a annoncé la création, sur le modèle des numéros directs ou d'urgence, d'un centre d'appel 'Allo région'. Le site en ligne devra fournir « en trois clics » toutes les informations recherchées. « Déontologue » et « Médiateur » complètent la panoplie de cette institution qui cherche sa proximité dans une modernité revendiquée. Le budget de la culture augmente de 10%, sans doute pour plaire aux jeunes et aux vieux. Les structures politiques et administratives seront prêtes au plus tôt pour être opérationnelles fin juillet : exécutif, commissions, marchés publics. « Courant août, nous lanceront les Etats généraux de la relance », annonce Renaud Muselier. Le blason sera - espère-t-on - redoré auprès d'un électeur-consommateur auquel une promesse pragmatique est faite.

## Premières mesures et objectifs économiques

Il faudrait en effet aboutir, au cours des 6 prochaines années, à une région « sans masque, apaisée et prospère ». Sans charges supplémentaires, il faudra aller décrocher 10 milliards de fonds européens et mobiliser les 5 milliards de crédit d'Etat sur les Contrats d'avenir en allant le plus vite possible. D'un côté, « le robinet va finir par se tarir, ce qui nous oblige à prendre toutes les opportunités ». De l'autre, « on devra éviter le confinement par tous les moyens, si par malheur une quatrième vague de coronavirus devait arriver ».

Dans ce cortège d'urgences, le conseil régional a annoncé ses premières mesures budgétaires :

- 10M€ pour les polices municipales dès que sera signée la convention avec le ministère de l'Intérieur permettant ce type d'abondement
- 100M€ pour le projet 'zéro rideau fermé'

Écrit par le 18 mai 2026

- 1 milliard pour rénover et construire des lycées.

A plus long terme, le plan climat est réaffirmé autour de deux objectifs principaux : être la première région 'neutre en carbone' et autonome pour la gestion des déchets en 2030.



L'ensemble des conseillers régionaux (crédit : Claude Almodovar).

### **La liste du nouvel exécutif régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Renaud MUSELIER, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

1. Christian ESTROSI, Maire de Nice, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur  
Président délégué aux Grands événements, aux Relations Internationales et à la Francophonie
2. Chantal EYMEOUD, Maire d'Embrun, Présidente de la Communauté de Communes Serre-Ponçon  
Deuxième Vice-Présidente, en charge du Plan Montagne et des Affaires européennes
3. François DE CANSON, Maire de La-Londe-Les-Maures, Président de la Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures

Écrit par le 18 mai 2026

Troisième Vice-Président, en charge du développement économique, de l'attractivité, du tourisme et de la prévention des risques majeurs

4. Sophie JOISSAINS, Adjointe au Maire d'Aix-en-Provence, Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence

Quatrième Vice-Présidente, en charge de la Culture

5. David GEHANT, Maire de Forcalquier, Président de la Communauté de Communes Pays de Forcalquier - Montagne de Lure

Cinquième Vice-Président, en charge de l'aménagement du territoire, de l'aide aux communes et aux intercommunalités

6. Bénédicte MARTIN

Sixième Vice-Présidente, en charge de l'Agriculture, de la viticulture, de la ruralité et du terroir

7. Jean-Pierre COLIN, Premier Adjoint au Maire de la Seyne sur Mer, Vice-Président de Toulon Provence Méditerranée

Septième Vice-Président, en charge des Finances et des partenariats de coopération

8. Véronique BORRE

Huitième Vice-Présidente, en charge de la Sécurité, de la défense, du soutien aux forces de l'ordre et de l'innovation pour une région apaisée

9. Nicolas ISNARD, Maire de Salon-de-Provence, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, Président du Conseil de territoire du Pays Salonais

Neuvième Vice-Président en charge de la Formation professionnelle et de la politique de l'emploi

10. Marie-Florence BULTEAU-RAMBAUD

Dixième Vice-Présidente en charge de l'Éducation, des Lycées, de l'orientation et de l'apprentissage

11. Serge AMAR, Adjoint au Maire d'Antibes

Onzième Vice-Président en charge de l'Artisanat, du Commerce et des TPE-PME

12. Virginie PIN, Adjointe au Maire de Toulon

Douzième Vice-Présidente en charge de l'Art de vivre en Provence-Alpes-Côte d'Azur, du patrimoine et des traditions

13. Jean-Pierre SERRUS, Maire de La Roque d'Anthéron

Treizième Vice-Président en charge des transports et de la mobilité durable

14. Jacqueline BOUYAC, 1ère adjointe au Maire de Carpentras, Présidente de la Communauté d'agglomération du Comtat Venaissin

Quatorzième Vice-Présidente en charge du renouveau démocratique, de la participation citoyenne et du renforcement des services publics

Ecrit par le 18 mai 2026

15. Ludovic PERNEY, Conseiller d'arrondissement de Marseille  
Quinzième Vice-Président en charge de la Jeunesse, des Sports et de la vie étudiante

### **CONSEILLERS SPECIAUX**

Georges LEONETTI, Conseiller régional spécial en charge de la santé, de la lutte contre la pandémie, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Sabrina ROUBACHE, Conseillère régionale spéciale en charge des grandes causes régionales : lutte contre les violences faites aux femmes et lutte contre le harcèlement scolaire

### **COMMISSION D'ETUDE ET DE TRAVAIL**

Commission Tourisme : Présidente : Sophie VAGINAY

Commission Transports et Ports : Jean-François PERILHOU

Commission Politique de la formation et de l'emploi : Mohamed MAHALI

Commission Lycées et Orientation : Claude ALEMAGNA

Commission Santé, Handicap, Enseignement supérieur, recherche : Josy CHAMBON

Commission Sécurité - Défense : Aurore BRUNA

Commission Entreprises - Artisanat et commerce - Economie sociale et solidaire, économie circulaire : Isabelle SAVON

Commission Biodiversité, mer et littoral, Parcs Naturels Régionaux, Risques - Préparation du Congrès mondial de la nature : Christophe MADROLLE

Commission développement économique et digital, Industrie, export et attractivité : Bernard KLEYNHOFF

Commission Finances, administration générale et ressources humaines : Alexandre DORIOL

Commission Transition énergétique, stratégie des déchets, Qualité de l'air : Anne CLAUDIUS-PETIT

Commission Sport, Préparation des JO 2024 : Hervé LIBERMAN

Commission Jeunesse, vie étudiante et lien intergénérationnel : Bruno GENZANA

Commission Formations Sanitaires et Sociales : Bertrand MAS-FRAISSINET

Commission Patrimoine, traditions et langues régionales : Jean-Pierre RICHARD

Commission Transition numérique des entreprises et des territoires, Aménagement, Economie numérique : Françoise BRUNETEAUX

Commission Territoires de coopération - Méditerranée du Futur : Marion BAREILLE

Commission Lutte contre les inégalités, Solidarités, Défense des droits des femmes : Jennifer SALLES-BARBOSA

Commission Rayonnement Culturel : Richard GALY

Commission Europe, préparation de la présidence française de l'Union européenne : Magali ALTOUNIAN

Commission Agriculture, Ruralité, Elevage et Forêt : Jean-Paul DAVID

Commission Massif Alpin : Colette FABRON

Ecrit par le 18 mai 2026

# Paca : les 14 élus vauclusiens qui siègeront au Conseil régional



**Avec 52,56% des voix, Renaud Muselier est vainqueur des [Régionales](#) sur le RN Thierry Mariani (47,44%). De l'aveu du président LR de la région Sud : « ce résultat de second tour a démenti tous les sondages, tous les pronostics. »**

« Vous avez décidé de faire cause commune face au péril de l'extrême droite. Merci à Bernard Tapie et à Nicolas Sarkozy pour leur soutien, merci à Jean Laurent Felizia qui a fait le choix responsable de retirer sa liste ». De son côté, le vauclusien Thierry Mariani a dénoncé « un système coalisé qui l'a emporté aux termes d'une campagne qui n'honore pas nos adversaires. Voici les 14 élus qui représenteront le Vaucluse au Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## 9 sièges pour la liste de Renaud Muselier

- **Claire Aragones** (LR) - maire des Beaumettes
- **Michel Bissière** (LR) - conseiller régional sortant
- **Bénédicte Martin** (LR) - conseillère régionale sortante
- **Jean-François Perilhou** (LR) - maire de Vaison-la-Romaine
- **Jacqueline Bouyac** (LR) - président de la Cove
- **Patrick Adrien** (LR) - maire de Valréas
- **Dominique Brogi** (LR) - chef d'entreprise
- **Jean Aillaud** (LR) - premier adjoint au maire d'Apt
- **Violaine Richard- Perrin** (LR) - chef d'entreprise

Ecrit par le 18 mai 2026

## 5 sièges pour la liste de Thierry Mariani

- **Thierry d'Aigremont** (RN) - gérant de société
- **Catherine Rimbert** (RN) - conseillère municipale de Carpentras
- **Anne-Sophie Rigault** (RN) - conseillère régionale sortante
- **Thierry Mariani** (RN) - député au Parlement européen
- **Bénédicte Auzanot** (RN) - conseillère municipale de Cavailon

Les 123 nouveaux élus régionaux se retrouveront ce vendredi 2 juillet à l'Hôtel de Région à Marseille pour élire le nouveau président de l'assemblée régionale. Une élection qui ne laisse peu de place au doute...

L.M.

---

## Région Sud : 2e édition de fête des terrasses jeudi 1er juillet de 18h à minuit !



Ecrit par le 18 mai 2026

Parce que les terrasses des bars, des cafés et des restaurants nous ont tant manqué, et que la 1<sup>re</sup> édition de la [Fête des terrasses](#) la Région Sud, en 2019 a cartonné, les 7 000 professionnels de la boisson et de la restauration des 570 communes de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont invités à rééditer cette belle convivialité. 'Un rosé garçon !' Ce sera également le moment de soutenir la filière viticole en mettant à l'honneur les rosés du Sud, premier producteur mondial qui a fortement souffert de la crise en regard des blocus, notamment américains imposés par l'ancien président, Donald Trump.

Cette année des partenariats ont été noués avec des associations locales en lien avec le plan climat 'Une Cop d'avance', '[Clean my calanques](#)' (des dépollutions organisées tous les mois) et la start up Corail qui revalorise les déchets. Des 'Coups d'éclats artistiques seront proposés dans les espaces publics avec plus d'une dizaine de compagnies présentant leurs spectacles.

Les cafetiers, hôteliers et restaurateurs inscrits recevront gratuitement un 'kit terrasse' pour valoriser et animer leur établissement. **Inscription avant lundi 28 juin sur [www.lafetedesterrasses](http://www.lafetedesterrasses)**  
M.H.



Ecrit par le 18 mai 2026

18h ? C'est apéro !

## Parlement régional de la jeunesse, quand les jeunes s'investissent pour l'intérêt général



A l'occasion de la clôture du mandat du Parlement régional de la jeunesse, **Renaud Muselier**, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur accueillait les jeunes parlementaires à l'Hôtel de Région, aux côtés de **Ludovic Perney**, Conseiller régional délégué à la Jeunesse. L'occasion de présenter le bilan des actions menées avec l'ensemble des jeunes du Parlement Régional de la Jeunesse, ambassadeurs de la région.

Ecrit par le 18 mai 2026

## La jeunesse, une priorité

Le Fonds régional pour la jeunesse adopté en 2019 permet de rendre visible l'ensemble des dispositifs régionaux en faveur de la jeunesse, qui représentent un budget de 765M€, soit 42% du budget de la Région Sud. La jeunesse reste une priorité de l'intervention publique de la collectivité régionale. Le Parlement régional de la jeunesse est une assemblée composée de jeunes lycéens, d'apprentis, ainsi que d'élèves et d'étudiants des formations sanitaires et sociales, âgés de 15 à 25 ans. Il s'agit d'une assemblée paritaire et respectueuse des équilibres démographiques régionaux qui met concrètement en œuvre le dialogue entre la collectivité régionale et les jeunes.

## 4 axes de travail

Le travail des jeunes parlementaires régionaux s'articule autour de quatre axes : l'élaboration de projets d'intérêt général ; la proposition d'actions thématiques, notamment sur les questions de développement durable ou sur le fonctionnement des institutions européennes ; l'organisation de projets issus des travaux des jeunes membres afin de représenter la Région et enfin la participation à des projets d'envergure régionale voire nationale.

## Un budget de 50 000€

Pour l'année 2021, le Parlement régional de la jeunesse a été doté d'un budget d'autonomie d'un montant de 50 000€. Les jeunes parlementaires ont notamment promu des actions visant la promotion de l'égalité femme-homme et la lutte contre toutes formes de stéréotypes. Lors de cette mandature, les jeunes se sont également investis autour des enjeux sur le développement durable, la citoyenneté et les conditions de vie des jeunes sur notre territoire.

L.M.